



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1365

23 novembre 2018

- **Haïti encore paralysée par des manifestations antigouvernementales... Tensions, explosion sociale, colère de la population**
- **L'Unité de sécurité du Palais National utilise des dispositifs non autorisés par la direction générale de la Police Nationale d'Haïti**
- **Des poches de violence armée aux alentours de Port-au-Prince**

>> Haïti encore paralysée par des manifestations antigouvernementales... Tensions, explosion sociale, colère de la population

Les activités sont toujours perturbées depuis le dimanche 18 novembre, notamment à Port-au-Prince et dans plusieurs villes de province, malgré une légère tentative de reprise du commerce informel. Les manifestants demandent la reddition des comptes sur le gaspillage présumé de plus de 3 milliards de dollars américains d'aide vénézuélienne dans le cadre du programme PetroCaribe. Ils réclament désormais la démission du président Jovenel Moïse. L'incapacité gouvernementale face à l'insécurité, au coût élevé de la vie, l'absence de perspectives économiques, le déficit public (plus de 20 milliards de gourdes au cours de l'exercice fiscal 2018-2019), les privilèges indus aux membres du gouvernement et aux parlementaires, les dépenses somptuaires et discrétionnaires de l'équipe au pouvoir, etc. sont les causes de ces manifestations. Depuis lundi matin, les activités scolaires sont complètement paralysées dans tout le pays. Elles ont tout de même fonctionné au ralenti, mercredi, aux Gonaïves (Artibonite). Quelques établissements scolaires à Saint-Marc ont dû garder le peu d'élèves venus en classes par souci de sécurité. Mais, les commerces formels, les banques, les stations d'essence, les supermarchés, les institutions publiques et privées n'ont pas ouvert leurs portes depuis 3 jours. La circulation des transports publics connaît encore un net ralentissement, sauf pour des motos-taxis qui continuent à desservir diverses zones. Sur principales artères et sur les routes nationales, les protestataires ont érigé des barricades constituées de pneus enflammés, de pierres, de séparateurs en béton, de parpaing, de détritiques et d'objets divers. Sur certaines routes, des parapets en tôles ont été soudés sur le macadam. Pour bloquer toute circulation, des protestataires ont commencé à verser de l'huile usagée ainsi que

des tessons de bouteilles sur la chaussée. Partout, sur le territoire national, les habitants recourent aux services du commerce informel et les boutiques de proximité pour les biens de consommation courante : pain, huile, eau potable et autres denrées. Les marchés publics d'approvisionnement sont également paralysés depuis la veille du 18 novembre. La date du 18 novembre 2018, qui marquait le 215^e anniversaire de la bataille de Vertières –qui a amené à la proclamation, le 1^{er} janvier 1804, de l'indépendance d'Haïti de la France– a été considérée par différentes branches de l'opposition politique comme le mouvement ultime, en vue de renverser Jovenel Moïse et son équipe. Les protestataires menacent de continuer à ériger des barricades et à occuper les rues jusqu'à ce que Jovenel Moïse démissionne de la présidence. Au moins 6 morts, dont une femme et un enfant, ainsi que plusieurs blessés sont signalés dans un accident « suspect » de circulation, en début d'après-midi du mercredi 21 novembre. Le véhicule « Land Cruiser Prado SE - 03833 », immatriculé « Service de l'Etat », à l'origine de l'accident, a été incendié par des riverains en colère. Une détérioration du climat socio-politique en Haïti est constatée avec les mobilisations débutées le dimanche 18 novembre. Le dernier bilan communiqué par la police fait état d'au moins 9 morts, 5 blessés et 35 arrestations, alors que les secteurs d'opposition parlent de 11 morts, 45 blessés et 75 arrestations. Après un silence pesant, Jovenel Moïse s'est arc-bouté sur le résultat des élections de 2016 pour dire qu'il restera au pouvoir jusqu'en 2022, dans un message d'environ 5 minutes. Il affirme avoir passé des instructions pour reconstituer la commission de désarmement et de réinsertion. De son côté, le regroupement *Konbit*

òganizasyon politik, sendikal ak popilè dénonce des manouvres supposées du Core group, le groupe des principaux pays et institutions internationales partenaires d'Haïti, pour, éventuellement, mettre en place un gouvernement de transition à la tête du pays. AyitiNouVleA, le groupe qui est à l'initiative de

la mobilisation #PetroCaribeChallenge, depuis la mi-août 2018, maintient sa position en faveur d'un vrai procès sur le dossier PetroCaribe. AyitiNouVleA n'émet pas d'opinion, ni sur la paralysie du pays, ni sur les demandes de démission du président Jovenel Moïse.

>> L'Unité de sécurité du Palais National utilise des dispositifs non autorisés par la direction générale de la Police Nationale d'Haïti

Ces dispositifs (armes lourdes, uniformes inconnus, véhicules avec de nouvelles insignes), « je ne les ai vus pour la première fois que le 18 novembre 2018 », a affirmé le directeur général de la Police Nationale d'Haïti, Michel-Ange Gédéon. « Le directeur général a déploré et condamné la présence des messieurs de l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN), à bord de véhicules que nous avons vus pour la première fois, avec une mitrailleuse M 60. Nous avons réagi que ce n'est pas acceptable », a fait savoir Michel-Ange Gédéon à une réunion, lundi 19 novembre, du Conseil supérieur de la police nationale (CSPN), dont le président est le premier ministre. A cette réunion, Gédéon « a insisté sur son respect des droits humains et sur la non utilisation des armes à feu lors des manifestations », rapporte le quotidien « Le Nouvelliste ». « Nous n'avons pas besoin de l'appui d'autre unité n'ayant pas pour spécialisation le maintien d'ordre », a-t-il dit. « L'Etat est supposé prendre, au plus haut niveau, des dispositions pour assurer la sécurité des dignitaires de la nation. C'est normal que l'USGPN, une unité spécialisée de la police nationale, ait les moyens pour faire son travail », a déclaré, à la station Magik 9, Guichard

Doré, un conseiller de Jovenel Moïse. Quoi qu'il en soit, plusieurs organismes de droits humains ainsi que de nombreux citoyens ont dénoncé la présence de membres de cette unité patrouillant dans les rues. Inquiets, ils qualifient cette disposition de la présidence de velléité de mettre en place un corps parallèle à la police nationale, alors que l'USGPN est une unité spécialisée de l'institution policière, au regard de la loi. Ils rappellent les dénonciations faites durant la présidence de Joseph Michel Martelly, quant à la présence de « corps armés parallèles », qui seraient investis de « missions non dévoilées ». Cette semaine, durant les mobilisations antigouvernementales, plusieurs voix dans l'opposition politique ont signalé la présence de « mercenaires internationaux » et de « snipers », qui auraient été les auteurs d'assassinats par balles de plusieurs manifestants, le 18 novembre. Ni le gouvernement du premier ministre Jean Henry Céant, ni la justice et la police n'ont émis de position sur ces dénonciations. Le sénateur de l'Ouest Antonio Chéramy a salué la prise de position du chef de la police sur les nouveaux équipements et armes, utilisés par l'USGPN sans autorisation préalable du commandement de la police nationale.

>> Des poches de violence armée aux alentours de Port-au-Prince

Des bandits armés sèment la terreur à Martissant (périphérie sud) et à Canaan (grande agglomération érigée au nord de la capitale, quelques mois après le terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010), selon divers témoignages diffusés cette semaine dans les médias. Les organismes de droits humains alertent sur de multiples violations de droits humains par les bandits armés opérant dans ces zones, ainsi que dans plusieurs autres quartiers, tendant à être transformés en de « nouvelles zones de non droit » à Port-au-Prince. Par ailleurs, trois personnes ont été tuées, selon les chiffres communiqués par la police le 16 novembre, tandis qu'un rapport, rendu public par la *Fondation je klere*

(Fjkl) le même jour, fait état de 15 à 25 morts, suites à des affrontements entre groupes rivaux dans la nuit du mardi 13 novembre dans le quartier périphérique de La Saline (à l'ouest de Port-au-Prince). Au nombre des victimes, figurent également 6 femmes qui ont été violées, ajoute la *Fondation je klere*, qui signale aussi le pillage de 15 maisons et des déplacements internes de milliers de personnes à La Saline. Ces attaques sont motivées par la volonté de contrôler le marché de la Croix-des-Bossales, « un conflit vieux de plusieurs années » et « exacerbé par la question politique, exploitée par les partisans et adversaires du pouvoir en place », explique la Fjkl.

A lire également :

- Y a-t-il court-circuit entre le directeur général de la Police Nationale d'Haïti et le Palais National (http://www.lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/actualitees&rebmun=4650);
- Haïti-Politique : Dos au mûr, le pouvoir opte pour le « dialogue » (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23797>);
- La Fédération protestante d'Haïti invite les protagonistes au dialogue pour éviter le pire (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23799>);
- Bouversements politiques, à l'occasion de la mobilisation du 18 novembre 2018 en Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23787>).